



## *Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer*

### *Les recensions de l'Académie* <sup>1</sup>

***La toison d'or de la liberté : en quête de démocratie en terres d'Afrique et d'ailleurs : récits, paroles et journal de route / Roland Colin***  
**éd. Présence africaine, 2018**  
**Cote : 62.135**

Cet ouvrage est un « récit de vie », composé d'une série de textes empruntant des modes d'écriture divers – rapports de mission, extraits de carnets de route, récits, portraits, réflexions politiques -, d'un socio-anthropologue de terrain qui a marqué les premières décennies de la coopération associative française dans l'Afrique indépendante. Le philosophe Souleymane Bachir Diagne, dans la préface, définit Roland Colin comme un « passeur » ou un « traducteur ». Il est surtout un témoin de la décolonisation engagé dans l'action. D'un chapitre à l'autre, de 1955 au début des années 1990, le lecteur se retrouve immergé au Mali, au Niger, Sénégal, au Tchad, à Madagascar, au Rwanda, en Guinée Bissau et même au Portugal, autant de pays où l'ont conduit ses différentes missions.

Roland Colin appartient cette génération de diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer (ENFOM), ayant souvent fait en même temps l'apprentissage de langues africaines pour mieux saisir les réalités subtiles rencontrées sur le continent, qui, en constatant au début de leur carrière administrative la violence du monde colonial, décidèrent d'accompagner l'Afrique au tournant de 1960. On pense à d'autres anciens de l'ENFOM qui suivirent aussi des trajectoires d'engagement africain (Yves Person, Jacques Bugnicourt, Jean Collin, Jean Nemo, Jean Audibert).

Deux personnalités furent ses premières sources d'inspiration : le Père dominicain Louis Joseph Lebet, fondateur du mouvement « Economie et humanisme » et de l'Institut international de recherche et de formation éducation et développement (IRFED), et Henri Desroche, du Collège coopératif de Paris. Sans oublier aussi l'influence qu'exerça, sur lui comme sur d'autres praticiens, la pensée de Paolo Freire, le théoricien brésilien de la « conscientisation » et de la « pédagogie de l'opprimé ». L'origine de l'engagement de Roland Colin se résume dans ce constat qu'il fait dans le préambule du livre : « La domination relève d'un rapport de force largement modulé par la conscience respective des protagonistes. S'en libérer exige du dominé qu'il retrouve une juste image de soi, que le dominant s'attache à rabaisser » (p. 14).

Acteur et témoin sensible, l'auteur fait preuve d'un sens aigu de l'histoire en train de s'accomplir. Au Sénégal, aux côtés de L-S. Senghor dont il fut l'élève et de Mamadou Dia, chef du gouvernement de 1958 à 1962, dont il fut le directeur de cabinet, il est un acteur de la



<sup>1</sup> Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).  
Basé(e) sur une oeuvre à [www.academieoutremer.fr](http://www.academieoutremer.fr).



## *Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer*

conquête des prérogatives souveraines du pays, des enthousiasmes enfin libérés, des espoirs débouchant sur des programmes ambitieux mais aussi des premiers déboires comme celui de la tentative avortée de la Confédération avec le Mali. Partout où il se rend, il analyse avec une certaine perspicacité la difficile capture de la « Toison d'or de la liberté », le symbole solaire des Argonautes dont la conquête permet d'obtenir la souveraineté pour soi et pour les autres.

En 1964, Roland Colin codirigea l'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (IRAM), fondé par l'abbé Pierre. À la mort de L.-J. Lebreton, en 1966, il devint également Directeur de l'IRFED. Le mot clé qui synthétise sa pratique comme son enseignement est celui de développement participatif. D'abord expérimenté au Maroc, il se décline sous différentes formes, notamment dans l'Animation rurale (la majuscule s'impose pour l'auteur) en Afrique de l'Ouest. Les masses paysannes n'ont-elles pas droit à une formation adaptée à leur situation, à leurs aptitudes tout comme à leurs attitudes ? L'ambition qui se veut particulièrement novatrice est d'opérer une mutation en profondeur vers la démocratie, pour retrouver un « centrage endogène » (p.349), à partir de la mobilisation active des groupes reconnus dans leur réalité sociale et culturelle. L'Animation peut dépasser le cadre rural et être conçue pour des espaces plus larges que le village, pour englober les questions d'émancipation citoyenne tant sur le plan social et culturel qu'économique et politique.

Comment présenter simplement la méthode ? Il faut d'abord observer les acteurs présents sur un territoire donné (un village, un quartier urbain, une région), dans leur lieu de vie où prennent forme leurs projets procédant de leur histoire commune. Les besoins de toute nature les portent à une répartition des tâches visant l'optimum, du point de la gestion des ressources disponibles. Les communautés sont conviées à désigner librement leurs représentants – appelés les « animateurs-médiateurs » - qui se formeront en analysant finement la situation de leur milieu et de leurs problèmes. Ils aideront ensuite la communauté à identifier par un libre débat les projets pouvant répondre le mieux à leurs besoins. Une session-rencontre peut enfin inaugurer un partenariat avec les interlocuteurs de « l'encadrement extérieur » (conseillers de l'Etat, bureaux d'études, associations d'appui, ONG) venant en appui technique. Les conditions se trouvent alors réunies pour que s'installe une « auto-organisation » au sein de la communauté en mesure de définir dans son propre langage le projet collectif et de le gérer efficacement. L'IRAM poursuit aujourd'hui son action autour de cette approche et plusieurs ONG françaises s'inspirent encore de la démarche de l'animation (Gret, AVSF, AgriSud, InterAides...) même si le vocabulaire a évolué et emprunte davantage aujourd'hui à la riche approche par les Communs d'Elina Orstrom et de ses disciples.

Roland Colin n'occulte pas la résistance tenace des caciques en place qu'une telle démarche de démocratie par le bas bouscule. Déjà dans Sénégal, notre pirogue (2007), il avait montré que la difficile conciliation entre la démocratie participative et la démocratie représentative avait été à l'origine de la crise tragique qui suivit la rupture entre Senghor et Dia en décembre 1962 et qui se traduisit par l'emprisonnement du second pendant douze ans). La « participation populaire » à la base exigeait une véritable « démocratie participative », fondée sur un travail d'information, de formation et d'éducation généralisée. Roland Colin cite aussi comme exemple malheureux la Guinée Bissau où la fonction médiatrice du PAIGC au travers la lutte pour l'Indépendance, avec la présence active de « militants éducateurs » et aux apports



## *Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer*

de la « culture du peuple », devait déboucher sur un échec avec le blocage de la stratégie éducative populaire par les militaires jouant aux coups d'État permanents. L'auteur évoque également le projet de Thomas Sankara, un « patriote au service du peuple » ; il rapporte l'entretien qu'il eut avec lui en 1985 pour construire le projet de « participation citoyenne et solidaire » avant qu'il ne tombe deux ans plus tard sous les balles de ceux qui pourtant avait été ses proches compagnons (p.334-337).

Ne voir que dans les résistances des élites au pouvoir l'échec des expériences d'animation rurale qui furent conduites tant au Niger qu'au Sénégal, au Burkina Faso, au Tchad ou à Madagascar serrait de courte vue. En effet, le système reposait sur des exigences très fortes. Que l'on pense aux attributs que devaient réunir les animateurs ruraux (ni dirigiste, ni paternaliste, ni manipulateur, connaître la maïeutique, être dévoué à la collectivité, honnête...), « un homme aux vertus platoniciennes et aux connaissances encyclopédiques » se moquait Albert Meister (dans « Développement communautaire et animation rurale en Afrique », *L'Homme et la Société*, 18, 1971, p.211), ou que l'on songe aux rigidités de la société traditionnelle face à l'esprit d'entreprise et à l'action novatrice et altruiste, les pré-requis demandés à la société rurale traditionnelle étaient nombreux. Sans compter les rigidités foncières coutumières que l'auteur ne semblent pas mettre en avant.

Pour nombre de militants tiers-mondistes, l'année 1981 a été un moment fort : avec l'arrivée de la gauche en France, « les Argonautes de la liberté y virent une promesse » (p.35). En matière coopération au développement, elle fut déçue. Répondant à la demande de Jean-Pierre Cot de créer un organisme destiné à établir des partenariats avec les pays du Sud, avec pour vocation l'appui aux actions de participations des communautés de base, Roland Colin fonda à Bordeaux le Centre international pour le développement social et la santé communautaire (CIDESSCO). Il devait préfigurer une Agence de développement d'un type inédit. Le projet sera sans lendemain et il faudra attendre 1998 pour que le dispositif français se réforme. Après avoir exercé à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), tout en continuant d'assurer son enseignement universitaire, Roland Colin a pris sa retraite en 1993, se consacrant à son travail d'écrivain.

Pierre Jacquemot